

Annecey, le 17 mai 2005,

NON, les paysans ne sont pas des ingrats !

Dans un éditorial du Monde du 24 mars, en réaction à un sondage (*qui ne reste qu'un sondage !*) qui affirme que deux agriculteurs sur trois voteraient NON au traité constitutionnel, les agriculteurs étaient mis au pilori en étant traités d'égoïstes en quelque sorte.

Depuis cinquante ans, l'agriculture est au cœur de la politique européenne et complètement intégrée à celle-ci. On peut même affirmer que bien souvent le cœur de l'Europe a battu au rythme de l'actualité agricole.

Il est vrai qu'avec plus de 40 % du budget global européen, la PAC est jalouée par quelques commissaires européens qui verraient bien un renforcement de leur porte-feuille.

Il est vrai aussi que c'est à Bruxelles que l'on fixe les règles quotidiennes de fonctionnement des exploitations (bien-être des animaux, normes pour les bâtiments d'élevage, etc.).

On voit aussi souvent que la vision de la société, exprimée ou conditionnée par les médias, est en décalage par rapport au vécu et au ressenti des agriculteurs.

Les agriculteurs savent pertinemment ce qu'ils doivent à l'Europe et ne font que dénoncer principalement les modalités technocratiques d'application des politiques. C'est pourquoi la profession lutte depuis plusieurs années contre la volonté de commissaires européens adeptes d'une sorte de libéralisme vert et désireux de « fonctionnariser » les agriculteurs.

Depuis la base, il n'est pas étonnant de constater que l'Europe est souvent perçue comme une machine « à broyer du paysan ».

Le rejet annoncé du traité constitutionnel par les agriculteurs peut être traduit comme une réaction face à la technocratie qui souhaite normaliser tous les aspects du métier. C'est aussi une réaction face à de nombreux hommes politiques français qui souvent se défont sur l'Europe pour échapper à des décisions qu'ils ont du mal à assumer.

Chaque agriculteur s'exprimera librement pour le OUI ou le NON. Ce qui importe c'est que le choix soit mûrement réfléchi au regard de l'avenir de l'Europe et de la place de l'agriculture dans la société.

On peut regretter qu'aucun responsable politique ou même professionnel au niveau national, n'ait répondu à l'édition du Monde, en affirmant simplement que les paysans ne sont pas des ingrats mais qu'ils constituent un corps professionnel qui aspire à exercer son métier dans la dignité, le respect des identités locales, dans un équilibre entre la liberté d'entreprendre et la solidarité entre les productions et les territoires.

C'est sur ces valeurs entre autres que l'Europe doit conduire sa politique agricole.

Source : FDSEA